

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt-huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Hors Délégation**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Sabria BOUALLAGA, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Gérard LANNELONGUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

**Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges  
Désignation d'un représentant de la Ville**

L'article 836 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 a organisé la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre. Cette procédure est codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies CIV).

La loi dispose qu'il est créé entre les communes et l'établissement public de coopération intercommunal une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges. Ce dispositif a pour objectif de permettre un juste calcul des attributions de compensation.

Les membres de cette commission doivent être désignés par les Conseils municipaux en leur sein. Un conseiller municipal siégeant au Conseil de Métropole peut également être membre de cette commission.

Le nombre de délégués par Conseil municipal au sein de la commission est égal au nombre de sièges que possède la commune au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Ville de Montpellier dispose donc de 46 représentants titulaires et 19 suppléants.

La délibération 2014/436 du 2 octobre 2014 modifiée a désigné les membres de cette instance.

Suite à la démission de Madame France JAMET, membre de la CLETC, du Conseil municipal, il convient de procéder à l'élection d'un nouveau membre titulaire afin de la remplacer au sein de cette instance.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De désigner un nouveau membre titulaire de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**A été élu :**

**- Robert BEAUFILS**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 septembre 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20170928-12808-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 06/10/17  
Réception en Préfecture : 06/10/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.